

Procédés inadmissibles

- D'autres adjectifs plus sévères pourraient être légitimement ajoutés si nous avions, ici, le souci de conserver le sang-froid nécessaire devant l'agression, à tout le moins déloyale, dont nous sommes l'objet de la part du Parti Communiste.

De quoi s'agit-il ?

Il nous faut exposer l'incident dans un certain ordre, si nous voulons, dans l'espace restreint qui nous est réservé, être suffisamment explicites.

Voici les faits :

En Septembre 1943, notre Secrétariat à la Propagande et à l'Organisation éditait un Bulletin intérieur de documentation dans lequel il traitait des questions ci-après.

- a) Contre le complexe d'infériorité;
- b) Vichy, Juillet 1940.
- c) Avoir la foi.
- d) Perspectives politiques.
- e) Pourquoi pas l'Unité ?
- f) Le devoir Socialiste.

A qui était destiné ce Bulletin intérieur ? Aux Secrétaires régionaux et départementaux. Il en fut d'ailleurs ro-néotypés exactement 300 exemplaires.

Que disions-nous dans ce Bulletin ?

Tout d'abord, ce préambule :

Sans être en mesure de prévoir le moment précis où ils se produiront, il apparaît évident à tous que nous sommes à la veille d'événements qui libéreront — en tout ou partie le pays.

L'heure est donc venue — indépendamment des actions que chacun de nous doit accomplir pour contribuer à cette libération — de se préparer à faire face efficacement à la situation nouvelle qui en résultera pour le Parti.

Puis, sous le titre : « Contre le complexe d'infériorité », nous disons :

Certes le Parti, hier, a pu commettre des erreurs de jugement, des fautes de tactique, mais nous n'avons pas le droit de nous attarder à des discussions oiseuses sur le passé.

Il n'y a, en effet aucun déshonneur à reconnaître ses erreurs, mais les autres groupements politiques que font-ils à cet égard ?

Croit-on, par exemple, que les partis bourgeois vont proclamer que c'est à l'étroitesse de leurs vues en matière économique et sociale, à l'égoïsme de la classe qu'ils représentent, que l'on doit l'échec de la troisième République ?

Croit-on que le Parti Communiste va avouer que sa politique, pendant 20 ans, a faussé toute l'action ouvrière française, par le fait de sa subordination totale, non à une Internationale, mais à la politique extérieure d'un seul pays : La Russie, dirigée par un seul homme : Staline ?

Puisque ces réflexions ne sont destinées qu'à nos principaux militants, nous avons le droit et le devoir de dire entre nous, que notre socialisme offre tout de même un peu plus de sérieux, de continuité logique dans l'action, de justesse de vues et surtout une compréhension supérieure des véritables intérêts nationaux.

Et plus loin, nous poursuivons en termes qui peuvent ainsi se résumer :

Nous avons eu dans tous nos rangs, des Spinoza, des Brunet, des Roucaïrol, des Rives et autres Peschadour, créatures de M. Georges Bonnet, mais les faits prouvent qu'aucune formation politique, pas un groupement d'hommes, n'a échappé à la tourmente. Qu'il s'agisse de l'U. R. D., de l'alliance démocratique, du Parti Radical, du P. S. F., tous furent profondément divisés et ravagés par les événements ».

Et d'une manière tout à fait logique et rigoureusement objective, nous rappelons que le Parti Communiste lui-même, quoique ayant toujours présenté une apparence de solidité organique, a été cruellement divisé.

Le Parti Communiste était dans une situation toute particulière. Cependant, qu'une partie était en prison pour avoir publiquement approuvé le pacte germano-russe (27 députés communistes furent déportés en Algérie), l'autre partie qui avait répudié Moscou, réussit à conserver sa liberté au moment de l'occupation allemande en prenant ouvertement la collaboration avec Hitler. (Voir le manifeste du Parti Ouvrier et Paysan de l'époque signé par les députés Gitton, Capron, Clamamus, Brout, Langumier, Pillot, Fournier, Loubradou, Saussot, Parsal, Valat, Declercq, Dewez, Raux, Jardon, etc., ainsi que quelques dizaines d'élus municipaux de Paris et Secrétaires de Syndicats).

Et nous concluons ainsi cette partie de notre rapide analyse sur les événements de Juin 1940 :

En tout cas pour ce qui nous concerne, ce sont les 37 élus socialistes qui votèrent contre les pleins pouvoirs à Pétain, qui, avec Léon Blum, Dormoy, etc., incarnèrent ce jour-là, la tradition socialiste.

Puis, un paragraphe traite de la nécessité « d'avoir la foi » :

« Ce qu'il faut obtenir de nos militants c'est qu'ils aient au cœur une certaine croyance socialiste. Nous dirions volontiers la foi.

Pas la foi moutonnière et aveugle qui exclut tout esprit critique nécessaire dans un parti de démocratie, mais une foi raisonnée et exaltée par la grande noblesse de notre idéal, et par la certitude, que tout compte fait, il n'est pas de meilleur instrument pour servir cet idéal, que le Parti de JAURES, de Jules GUESDE, de Léon BLUM.

Patriotisme de Parti ? Pourquoi pas ?

En d'autres termes : on croit ou l'on ne croit pas à la nécessité et à la possibilité de refaire en France un grand Parti Socialiste.

Si l'on y croit, on se donne tout entier, sans réticence aucune, aux tâches qu'un tel postulat appelle.

Si l'on n'y croit pas, si le doute ramollit le cœur ou suscite des objections préalables à toute action, alors on chausse ses pantoufles et ne met pas les pieds chez nous.

De ce qui précède, on serait mal fondé à conclure que le Parti entend reprendre purement et simplement sa vie passée, sous la même forme, dans les mêmes conditions.

Non, non. La sévère leçon doit lui profiter, et il doit se placer à leur échelle.

La composition ne sera pas la même. Un certain nombre d'éléments anciens, exclus d'eux-mêmes du socialisme et les secousses de tout ordre qui se succèdent depuis quatre ans, doivent lui permettre un large recrutement d'éléments nouveaux.

Sa constitution organique ne sera pas la même, etc.

Ensuite, après avoir examiné les perspectives sur le plan des grands partis organisés qui pourraient être demain le fondement de la démocratie, nous faisons la constatation que pour l'heure, deux partis ont facilement rétabli une organisation digne de ce nom, c'est le P. C. et nous.

Et sous le titre: « Pourquoi pas l'Unité ? » ces réflexions :

Dès lors, quelles sont les perspectives qui s'offrent à l'un et l'autre de ces partis ?

Nous voudrions pouvoir faire la première réponse ci-après :

« La fusion normale, loyale, des deux partis en un seul grand parti socialiste français donnerait à notre peuple, à notre pays et à l'internationalisme ouvrier des possibilités sans limites sur le plan social, économique et singulièrement sur le plan de l'organisation de la paix. »

Nous ne disons pas qu'il n'y ait pas d'espoir de voir se réaliser un jour cette exaltante éventualité qui s'appelle : « L'UNITE POLITIQUE de la classe ouvrière, et pour notre part nous sommes bien décidés à la rechercher à travers toutes les difficultés et les rebuffades, mais chacun doit se rendre compte que le problème dépend en grande partie des paroles qui seront prononcées sur ce point par STALINE.

Dans ces conditions, quelle est la tâche qui s'impose à nous, socialistes : S'attacher à créer un parti fort, discipliné.

Un Parti capable de traduire dans la réalité, dans les faits, la puissance de l'idéologie socialiste en France.

Ceux qui déjà voudraient que nous agissions comme si l'Unité allait se réaliser au lendemain de la guerre se trompent et placent tout simplement la charue avant les bœufs.

Il faut avant tout mettre le Parti en mesure de discuter, d'égal à égal, les conditions de l'Unité.

Le problème est ainsi posé dans son ensemble :

Qu'il s'agisse du rôle que nous devons encore remplir d'ici la libération dans la résistance; qu'il s'agisse de faire face à la situation politique nouvelle que la libération créera, et ce n'est pas faire preuve de pessimisme — loin de là — en disant qu'elle sera chargée de problèmes complexes et difficiles à résoudre; qu'il s'agisse de nos rapports avec les autres formations politiques en général, et de l'Unité ouvrière en particulier, la valeur et le succès des résolutions que nous prendrons, dépendront toujours de la force organisée que nous aurons rééc et du dynamisme attractif que notre action dégagera.

Voilà, scrupuleusement cités ou résumés, quelques passages de notre circulaire.

Or, récemment, ce document tombait entre les mains du P. C. qui l'adressa au Comité National de la Résistance avec une lettre et, sans attendre une réponse, sans nous demander la moindre explication, vient de publier un tract violent

et injurieux qu'il intitule, tenez-vous bien : « Une nouvelle canaillerie de la Gestapo ».

Bien entendu, tout le contenu du papier feint de croire que c'est Goebbels qui a rédigé le Bulletin Intérieur du Parti Socialiste, dont le nom se trouve placé entre guillemets chaque fois qu'il est placé dans le texte, comme pour laisser croire que « Parti Socialiste » est une fiction inventée par Goebbels pour diviser la Résistance.

Le procédé est assurément astucieux; et les rédacteurs de cet effarant papier pensent sans doute qu'ils ont joué un bon tour au « Parti Socialiste ». Mais nous, qui ne voudrions jamais rompre avec les règles de la simple honnêteté (sans employer d'autres grands mots que d'aucuns emploient sans y croire), nous sommes contraints de qualifier l'attitude du P. C. en cette affaire d'absolument écœurante.

Comment ? Dans maints et maints écrits communistes, on nous reproche la non-intervention militaire de la France dans le drame espagnol; on nous reproche Munich; on accuse Léon Blum d'avoir conduit la France à la drôle de guerre; on nous reproche bien d'autres choses encore; et, dans une circulaire strictement réservée à nos hommes de confiance, nous n'aurions pas le droit de porter la moindre appréciation sur des faits que l'histoire a enregistré, sans nous faire traiter d'agents hitlériens ? Qu'est-ce donc que ces mœurs ? Le P. C. serait-il Tabou ? Depuis Juillet 1941, il a pris sa place, une grande place il est vrai, dans le combat pour la libération du Pays ?

Qui le nie, qui le conteste ?

Il dit dans son tract que la liste est longue de ceux de ses hommes qui ont été exécutés par les Allemands et par Vichy ? Nous le savons et ne l'oublions jamais ! Nous nous inclinons avec une émotion d'autant plus grande devant ses nombreux martyrs, que nous pouvons nous-même aligner les noms de centaines de camarades socialistes tombés sous les balles de l'envahisseur, et des milliers de noms des nôtres jetés dans les prisons et les camps de concentration. Notre discrétion n'atténue en rien notre douleur ni notre volonté de venger nos morts et les siens.

Mais le P. C. croit-il pour cela avoir le droit d'attaquer injustement et par des procédés déloyaux des hommes ou des organisations qui peuvent prétendre, autant que lui, au respect et à la sympathie sincère de tous ceux qui luttent, comme lui, pour la libération de notre pays.

Ceci dit, nous espérons n'avoir plus à sortir de la règle, que nous nous sommes strictement imposés depuis trois ans ne jamais polémiquer dans les colonnes de ce journal avec d'autres organisations de la résistance.

Toutefois, nous avons saisi de l'incident tous les groupes de résistance en leur remettant à chacun un exemplaire de notre texte et le tract communiste, afin qu'il puisse être jugé sur pièces.

Nous le faisons, non pour obtenir de vaines et puérides excuses, ni parce que nous en sommes les victimes directes, mais parce que cet incident révèle l'existence de méthodes de discussion d'un caractère tel qu'elles risquent de mettre en danger, non seulement l'Unité, mais aussi, ce qui est plus grave, l'autorité et le prestige de la Résistance Française.

LE PARTI SOCIALISTE.